



Brèves économiques hebdomadaires d'Asie du Sud

Période du 19 au 25 juin 2020

Le 26 juin 2020

Résumé

Afghanistan : Reprise des exportations de l'Afghanistan vers l'Union européenne. Signature d'un partenariat public-privé pour la construction d'une centrale électrique. Réouverture d'une route commerciale clé entre l'Afghanistan et le Pakistan. Quatre hauts responsables de la Banque centrale suspendus pour corruption.

Bangladesh : Franchissement de la barre des 35 Mds USD de réserves de change. Appréciation du Taka, conséquence de la hausse des réserves de change. Relance du transport maritime international sous pavillon bangladais. Budget 2020/21 : 1 Md € de subventions au secteur agricole, en légère hausse.

Inde : *Indicateurs macroéconomiques* : Contraction de l'économie anticipée par le FMI à hauteur de 4,5% pour l'exercice budgétaire en cours. Prévision de récession de 5,3% pour l'exercice en cours de la part d'*India Rating & Research*. *Autres informations* : Lancement du processus de vente partielle du capital de la *Life Insurance Company (LIC)*. E-Commerce : Informations sur le « pays d'origine » rendues obligatoires sur le portail en ligne du gouvernement. Lancement d'une vaste campagne de travaux publics dans les zones rurales. Mesures de contrôle plus strictes envisagées sur la qualité des importations.

Maldives : Chute des recettes publiques sur la période janvier-mai.

Népal : Soutien de 100 M USD apporté par la Banque mondiale au Népal. Soutien de 300 M JYP apporté par le gouvernement japonais. Approbation par le gouvernement d'une subvention de 10 M USD apportée par l'IDA. 2 Mds de roupies levés par le gouvernement pour le Fonds COVID-19. 185 Mds de roupies alloués à sept projets d'investissement public.

Pakistan : Révision par le FMI des perspectives de croissance du PIB pour le Pakistan à 1 % pour l'exercice 2020/21. Prévision par *Fitch Ratings* d'un déficit budgétaire de 9,5 % pour l'exercice 2019/20. Excédent de la balance courante de 13 M USD en mai. Augmentation de près de 91 % des IDE à 2,4 Mds USD au cours des onze premiers mois de l'exercice 2019/20. Signature d'un accord de 1,5 Mds USD avec les trois institutions internationales afin de renforcer la réponse à la pandémie. Utilisation partielle de la facilité de crédit pétrolier et gazier saoudien accordée au Pakistan pour l'exercice 2019/20. Plus bas niveau de la roupie pakistanaise par rapport au dollar depuis deux mois. 796 M USD déboursés par le gouvernement via le programme *Ehsaas Emergency Cash*. Port de Gwadar : fin de non-recevoir du ministère des Affaires maritimes à la commission sénatoriale des finances.



Sri Lanka : Forte hausse de l'indice des directeurs d'achat (PMI) dans l'industrie manufacturière et les services. COVID-19 : Nouveau financement de la Banque mondiale. Investissement de 175 M USD de la SFI dans le conglomérat John Keells.

AFGHANISTAN

- **Reprise des exportations de l'Afghanistan vers l'Union européenne.** Selon la Chambre de commerce et d'industrie d'Afghanistan, les exportations de produits afghans vers les pays européens, via des couloirs aériens, ont repris. 29 tonnes de marchandises, principalement des fruits secs et frais, des tapis et des herbes médicinales, ont été exportées vers les marchés européens par l'intermédiaire de *Turkish Airlines*. Pour rappel, l'Afghanistan, qui fait partie des pays les moins avancés (PMA), bénéficie du régime « tout sauf les armes » (TSA) du système de préférences généralisées (SPG) de l'Union européenne, qui lui accorde un accès en franchise de droits au marché européen, à l'exception du commerce d'armes et de munitions. En 2019, l'Afghanistan a exporté pour 15,3 M USD de marchandises vers l'UE (1,8% du total des exportations).
- **Signature d'un partenariat public-privé pour la construction d'une centrale électrique.** L'IFC, membre du Groupe de la Banque mondiale, et ses partenaires ont signé un programme de financement d'un montant de 89 M USD pour la construction de la centrale de Mazar-e-Sharif dans le nord de l'Afghanistan. Le projet augmentera la production d'électricité de 30% alors que l'Afghanistan importe actuellement environ 75% de ses besoins énergétiques. La centrale électrique, qui utilisera le gaz des champs de Sheberghan, devrait produire environ 400 GWh d'électricité par an pour les habitants de Mazar-e-Sharif, Kaboul et Jalalabad.

Le projet sera mis en œuvre par l'*Afghan Power Plant Company*, établie par le conglomérat afghan *Ghazanfar*, et en partenariat *Hassan Allam Holdings*, un groupe multinational égyptien d'ingénierie et de construction.

Le montage financier comprend un prêt de l'IFC sur fonds propres de 21,2 M USD tandis que 41,2 M USD seront mobilisés auprès d'autres prêteurs, notamment la DEG et la Banque asiatique de développement. Une garantie de 12 M USD de l'IDA est également comprise, pour fournir de la liquidité à l'opérateur public (DABS) qui achètera l'électricité produite par la centrale. La MIGA fournira également des garanties d'investissement pour le projet d'un montant de 48,7 M USD. Le financement de l'IFC et les garanties contre les risques politiques de la MIGA seront couverts en partie par le mécanisme d'atténuation des risques du guichet du secteur privé (PSW) de l'IDA, ainsi que par le mécanisme de garantie de la MIGA.

- **Réouverture d'une route commerciale clé entre l'Afghanistan et le Pakistan.** Le 22 juin, le Pakistan a accepté d'ouvrir la frontière de Ghulam Khan au nord du Waziristan, une route clé pour le commerce transfrontalier avec l'Afghanistan qui avait été fermée en juin 2014 à la suite d'une importante opération militaire.

Le point de passage de Ghulam Khan deviendra la 3^{ème} voie principale pour le commerce entre les deux pays voisins. Les deux premières routes commerciales transfrontalières sont Torkham et Chaman dans les provinces du Khyber Pakhtunkhwa et du Baloutchistan au Pakistan.

Pour rappel, le Pakistan est un partenaire commercial significatif pour l'Afghanistan. Selon le FMI, il s'agit en 2019 de son deuxième client derrière l'Inde (298 M USD, soit 34,5% du total des exportations) et le troisième fournisseur derrière l'Iran et la Chine (1,1 Md USD ou 15,6 % du total des importations afghanes).



- **Quatre hauts responsables de la Banque centrale suspendus pour corruption.** La Banque centrale du pays, *Da Afghanistan Bank (DAB)*, a suspendu quatre hauts responsables, dont le deuxième adjoint de la Banque, Mohammad Qasim Rahimi, pour sept cas présumés de corruption. Le Conseil suprême de la DAB a pris la décision et les cas sont transmis au bureau du procureur général pour de nouvelles procédures judiciaires.

BANGLADESH

- **Franchissement de la barre des 35 Mds USD de réserves de change**, pour la 1^{ère} fois le 23 juin, après avoir dépassé le seuil de 34 Mds USD le 3 juin dernier. Les récents appuis budgétaires de plusieurs bailleurs (1,5 Mds USD transférés au total) ont consolidé les réserves, dans le même temps où les importations marquent une pause (-9% en g.a. sur les 8 premiers mois de l'exercice budgétaire en cours) ; la montée des réserves tient à une bonne dynamique des transferts officiels des migrants sur le mois de juin : avec 1,4 Mds USD, ils dépassent déjà au 23 juin le montant atteint en juin 2019 (1,37 Mds USD).

Ces bons résultats sont portés par la décision d'inclure dans le budget courant une incitation financière de 2% (le bonus est versé sur le compte sans contrôle pour les virements jusqu'à 1500 USD), pour réduire l'usage des canaux non-officiels (plus de la moitié des transferts depuis l'étranger). Le gouvernement a ainsi budgété 30,6 Mds Tk (330 M€) cette année. Les travailleurs ont pu bénéficier de cette mesure à partir de septembre 2019 (les transferts ont alors atteint 1,5 Mds USD, soit une hausse de 29% par rapport à septembre 2018, alors que le taux de change interbancaire était de 84,50 Tk pour un \$ contre 83,75 TK un an plus tôt).

- **Appréciation du Taka, conséquence de la hausse des réserves de change.** Les rentrées de devises ont conduit à une appréciation du Taka, qui est resté stable vis-à-vis du dollar depuis novembre 2019. Le taux de change interbancaire correspondait à 84,80 TK/USD le 23 juin, contre 84,95 TK le 18 juin dernier. Cette hausse est jugée préjudiciable par certains observateurs qui s'inquiètent d'une perte de compétitivité sur les prochains mois des exportations de confection (84% des exportations du pays en 2019) et subissent un arrêt brutal depuis les mesures de confinement prises sur les marchés occidentaux entre mars et juin (- 13,2% sur la période juillet 2019-avril 2020).
- **Relance du transport maritime international sous pavillon bangladais.** Le groupe Karnaphuli, via la nouvelle *HR Lines Ltd*, va assurer le cabotage entre Chittagong, Singapour et la Malaisie (port de Kelang), avec la mise en service de deux porte-conteneurs d'une capacité unitaire de 1550 EVP (équivalent vingt pieds). Enregistrée depuis le 22 juin par le port de Chittagong, la *HR Lines Ltd* bénéficiera de la priorité d'accostage, réduisant ainsi les temps d'immobilisation. C'est la première fois depuis dix ans qu'un navire international géré par un opérateur privé prend le pavillon bangladais.

L'activité de cabotage avec les ports asiatiques est primordiale pour le port de Chittagong, qui souffre du handicap de ne pas être en eaux profondes ; en 2020, 84 bâtiments sous pavillon étranger opérés par 22 compagnies maritimes assurent la navette entre Chittagong, Singapour, la Malaisie, Sri Lanka et les ports chinois. En 2019, ils ont transporté pour 90 Mds USD de marchandises, et le port de Chittagong a manutentionné 3,8 M de conteneurs EVP.

- **Budget 2020/21 : 1 Md EUR de subventions au secteur agricole, en légère hausse.** Le gouvernement a fait de l'agriculture le deuxième des quatre piliers de la relance économique



pour l'exercice budgétaire 2020/21. Ainsi, les subventions au secteur agricole s'établiront à 95 Mds Tk (980 M€) contre 90 Mds Tk en 2019/20, révisé à 80 Mds Tk en avril dernier.

Les engrais représentent de loin la principale dépense, avec 90 Mds Tk (95 % des subventions). Ils sont fortement subventionnés par l'État, qui assure un prix fixe aux différents produits et compense le coût élevé des engrais, dont 75 % de la demande est satisfaite par des importations provenant de Chine, du Moyen-Orient et du Maghreb. Le budget 2019/20 avait alloué 77 Mds Tk (800 M€) à ce poste de dépenses, dont 30 Mds Tk n'ont toujours pas été déboursés mi-juin.

Le deuxième poste de dépenses des subventions est le soutien à la mécanisation, avec 2 Mds Tk (22 M €). Dans le cadre de ses stratégies Vision 2031 et Vision 2041, le Gouvernement s'est fixé des objectifs de développement de la mécanisation par type d'usage (60% en 2031 et 80% en 2041 pour l'étape de récolte contre environ 2% aujourd'hui). Il propose des aides financières pour prendre en charge entre 50 et 70 % du montant des équipements agricoles. En parallèle, le ministre de l'Agriculture a présenté un nouveau programme pluriannuel, « *Agricultural Mechanisation through Integrated Management* » doté d'une enveloppe de 32 Mds Tk (soit 320 M€), qui n'a pas encore été validé par la Primature.

Les subventions représentent près d'un tiers (31,7%) du budget alloué à l'agriculture. Il s'élève à 300 Mds Tk en 2020/21 (3,2 Mds€), + 5,6% par rapport à l'exercice échu au 30 juin prochain (284 Mds Tk), mais sa part relative est en légère baisse, de 5,4 à 5,3 % du budget national.

INDE

INDICATEURS MACROECONOMIQUES

- **Contraction de l'économie anticipée par le FMI à hauteur de 4,5% pour l'exercice budgétaire en cours.** La dernière prévision d'avril tablait sur une croissance de 1,9%. L'Inde fait ainsi face, après celle récente de la BASD, à la plus forte baisse des perspectives, avec une révision de 6,4 points de pourcentage. Le Fonds invoque une période de confinement plus longue que celle envisagée initialement et une reprise plus lente qu'anticipée. Pour l'exercice qui suivra, le Fonds ne projette plus qu'une croissance de 6 %, contre 7,4 % en avril.
- **India Rating & Research** prévoit pour sa part une récession de 5,3 % pour l'exercice budgétaire en cours, mais surtout une contraction pour chacun des trimestres de cette période. Au-delà, la croissance ne reprendrait que modestement pour un pays comme l'Inde, dans une fourchette comprise entre 5 à 6%.

AUTRES INFORMATIONS

- **Lancement du processus de vente partielle du capital de la Life Insurance Company (LIC).** Le Département des investissements et de la gestion des actifs publics (Dipam) du ministère des Finances a publié une demande de proposition (DP) afin d'engager des conseillers pré-transaction pour réduire la participation du gouvernement au capital de la LIC (95% actuellement), via une introduction en bourse. La date limite de soumission des offres est le 13 juillet et les offres seront ouvertes le 14 juillet.

L'Inde compte 24 assureurs-vie et la LIC domine clairement avec une part de marché de 69% pour l'exercice 2020. Une éventuelle introduction en bourse devrait cependant être précédée de modifications d'ordre juridique et pourrait s'avérer être un processus long et compliqué.



- **e-Commerce : Informations sur le « pays d'origine » rendues obligatoires sur le portail en ligne du gouvernement.** Le ministère du Commerce et de l'Industrie a annoncé que le portail gouvernemental e-Marketplace (GeM) oblige désormais les vendeurs à soumettre le pays d'origine lors de l'enregistrement d'un nouveau produit sur le portail d'achat en ligne dédié aux organisations gouvernementales et aux entreprises du secteur public.

En parallèle, le Département de la promotion de l'industrie et du commerce intérieur (DPIIT) examine aussi une proposition similaire pour les produits répertoriés sur les plateformes de commerce électronique privées. Cela survient à un moment où le gouvernement central pousse la campagne "Aatmanirbhar Bharat" (ou l'Inde autonome) pour promouvoir les produits locaux (cf. aussi infra). De plus, pour les acheteurs, le portail GeM a activé un filtre « Fabriqué en Inde » pour permettre aux acheteurs de choisir des produits qui répondent aux critères de contenu local de 50% minimum.

- **Lancement d'une vaste campagne de travaux publics dans les zones rurales.** Le Premier ministre Narendra Modi a lancé un programme de travaux publics en zone rurale intitulé « Garib Kalyan Rojgar Abhiyaan ». Doté d'une enveloppe de 500 Mds INR (environ 6,6 Mds USD), l'objectif principal est d'offrir des moyens de subsistance dans les zones / villages qui voient des retours massifs de travailleurs qui avaient migré en zone urbaine et qui retournent chez eux depuis le début du confinement. Il s'agirait d'un programme de 125 jours dans 116 districts de 6 États identifiés comme étant les plus vulnérables.
- **L'Inde envisage de rendre plus strictes certaines mesures de contrôle sur la qualité des importations et de relever éventuellement les tarifs afférents.** Le Bureau indien des normes, géré par l'État, travaille à la mise en place de normes plus strictes sur au moins 370 articles susceptibles d'être produits localement, notamment dans le cadre de la politique du « *Make in India* » mise en place à l'initiative du PM Modi lors de son premier mandat en 2014.

Le ministère des Finances étudie à cet égard la possibilité d'augmenter les droits de douane à l'importation, tandis que le ministère du Commerce et de l'Industrie évalue, pour sa part et afin de ne pas se mettre en contradiction avec le Règles de l'OMC, la pertinence de certaines mesures non tarifaires (nombre d'inspections accru, davantage de produits mis à l'essai, exigences renforcées pour la certification de la qualité, etc.).

MALDIVES

- **Chute des recettes publiques sur la période janvier-mai.** Les recettes publiques ont été de 201 M USD sur les 5 premiers mois de l'année d'après le *Maldives Inland Revenue Authority*, soit une baisse de -31,4% sur la période janvier-mai en g.a, dont -83,7% pour le mois de mai.

Celles-ci se composent : (1) des recettes fiscales qui ont chuté de -32,2% sur la période en glissement annuel (soit un montant total de 156,7 M USD) et (2) des recettes non-fiscales qui ont baissé de -37,4% en g.a (44,2 M USD).

La première ressource, la GST Tourisme, a chuté de -37,7% sur janvier-mai en g.a, soit 105,4 M USD. Cette dernière compte ainsi pour 52,4% des ressources publiques totales. Ceci illustre la dépendance de l'archipel au tourisme, secteur particulièrement affecté par la crise actuelle.

En 2019, les recettes fiscales liées à l'activité touristique ont été de 3,2 Mds USD, selon la MMA.



NEPAL

- **Soutien de 100 M USD apporté par la Banque mondiale au Népal.** Le conseil d'administration a approuvé un crédit de politique de développement (DPC) afin de poursuivre l'essor du secteur de l'électricité et se remettre de la crise du COVID-19.

L'opération approuvée est la deuxième d'une série de trois DPC visant à soutenir les réformes politiques, réglementaires et institutionnelles clés pour libérer le potentiel économique du secteur de l'électricité au Népal. Il s'agit notamment de mesures pour améliorer la viabilité financière de la *Nepal Electricity Authority* (NEA) et sa gouvernance au niveau des collectivités territoriales; établir un cadre réglementaire autonome, transparent et responsable; réaliser une plus grande intégration avec le marché régional de l'électricité pour garantir une utilisation optimale des ressources hydroélectriques du Népal.

- **Soutien de 300 M de yens apporté par le gouvernement japonais.** Le Japon a accordé une aide allant jusqu'à 300 M JPY (environ 3 M USD) au Népal pour la mise en œuvre du programme de développement économique et social. L'ambassadeur du Japon au Népal, Saigo Masamichi et Shreekrishna Nepal, co-secrétaire de la Division de la coopération et de la coordination économiques internationales du ministère des Finances, ont annoncé l'accord.
- **Approbation par le gouvernement d'une subvention de 10 M USD apportée par l'IDA.** Le ministre des Communications, de l'Information et de la Technologie et porte-parole du gouvernement, M. Yubaraj Khatiwada, a déclaré que le gouvernement avait décidé d'accepter la subvention de 10 M USD proposée par l'Association internationale de développement de la Banque mondiale à titre d'aide budgétaire. Les fonds seraient utilisés pour accroître les investissements dans le secteur de l'énergie.
- **2 Mds de roupies levés par le gouvernement pour le fonds COVID-19.** Le gouvernement népalais a déclaré avoir déposé 2 Mds NPR (environ 16 M USD) dans le fonds de contrôle et de traitement de la prévention des infections COVID-19. Les dépenses détaillées effectuées par les gouvernements fédéral, provinciaux et locaux seront prochainement présentées à la commission des comptes publics du Parlement.
- **185 Mds de roupies alloués à sept projets d'investissement.** L'Office d'investissement du Népal (IBN) a approuvé un investissement de 185,4 Mds NPR (environ 1,5 Mds USD) pour sept projets (cinq projets hydroélectriques et deux projets cimentiers).

Une réunion de l'IBN présidée par le Premier ministre KP Oli a approuvé :

- 78,65 Mds NPR pour le projet hydroélectrique *Upper Marshyangdi-2* (327 MW) ;
- 6,3 Mds NPR pour *Ankhukhola Hydropower* (42,9 MW) ;
- 10,31 Mds NPR pour *Myagdikhola Hydropower* (57,3 MW) ;
- 13,57 Mds NPR pour *Isuwakhola Hydroelectric* (97,2 MW) ;
- 28,6 Mds NPR pour *Kaligandaki Gorge Hydropower* (164 MW) ;
- 32,5 Mds NPR pour le projet *Dang Cement Industries* ;
- 15,5 Mds NPR pour le projet *Samrat Cement Industries*.



PAKISTAN

- **Révision par le FMI des perspectives de croissance du PIB de 2 % à 1 % pour l'exercice 2020/21.** Dans son dernier rapport, le FMI a révisé à la hausse ses prévisions de croissance pour l'exercice 2019/20 à -0,4 % contre sa projection précédente de -1,5 %. Pour le prochain exercice, l'objectif de taux de croissance a été révisé à la baisse d'1 point compte tenu des incertitudes économiques du pays qui n'est pas encore sorti de la crise sanitaire.
- **Prévision par *Fitch Ratings* d'un déficit budgétaire de 9,5 % pour l'exercice 2019/20**, soit supérieur au 9,1 % projeté par le gouvernement. Les objectifs d'assainissement budgétaire du gouvernement présentés dans son nouveau budget (7 % de déficit) seront très difficiles à atteindre et devrait être de 8,2 % en 2020/21 selon Fitch. Pour atteindre ces objectifs ambitieux de recettes, l'Administration fiscale devra augmenter sa collecte de 28 % par rapport à l'estimation pour l'exercice 2019/20, une tâche très difficile selon le cabinet en l'absence de nouvelles mesures fiscales, surtout si la croissance économique reste atone. Par ailleurs, l'augmentation de l'endettement de ces derniers mois porterait la dette publique à 89 %, soit 1 point de plus que l'estimation du gouvernement pour l'exercice 2020/21. Les réserves brutes de change resteraient relativement faibles (10,1 Mds USD) mais la compression des importations permettrait de rehausser le taux de couverture des réserves à 3,6 mois. De plus, la baisse des prix du pétrole devrait compenser le reflux attendu des transferts de migrants et ainsi maintenir le déficit du compte courant à environ 2 % du PIB en 2020/21. Le cabinet *Fitch Ratings* a toutefois a maintenu la note de crédit du Pakistan à « B- » avec une perspective stable.
- **Excédent de la balance des transactions courantes de 13 M USD en mai, soutenu par une forte baisse des importations (biens et services)**, contre un déficit de 1 Md USD en mai 2019 et 530 M USD en avril 2020. Au cours des onze premiers mois de l'exercice 2019/20 (juillet-mai), le déficit du compte courant a enregistré une baisse notable de 74 % passant de 12,5 Mds USD à 3,3 Mds USD. Avec 38,9 Mds USD d'importations et environ 21 Mds USD d'exportations, le déficit global des marchandises a diminué de 29 % pour s'établir à 18 Mds USD entre juillet et mai 2020. Au cours de la période considérée, le solde de la balance des services affiche un déficit de 2,7 Mds USD.
- **Augmentation de près de 91 % des IDE à 2,4 Mds USD au cours des onze premiers mois de l'exercice 2019/20** contre 1,3 Mds USD à la même période de l'exercice précédent. Les secteurs qui ont connu les plus gros investissements sont : l'énergie (750 M USD), les communications (584 M USD), l'exploration pétrolière et gazière (276 M USD), les activités financières (257 M USD) et les machines électriques (153 M USD). Au cours de cette période, la Chine a été le plus gros investisseur avec 855,6 M USD, suivie de la Norvège avec 346 M USD et Malte avec 204 M USD (activités de plateforme financières).

Pour autant, selon la Banque centrale, les IDE au Pakistan ont atteint 120 M USD en mai 2020, soit le plus bas niveau depuis neuf mois en raison de la crise économique et sanitaire dans le pays. Ils ont enregistré une diminution de 10 % en mai par rapport à avril 2020 (133,2 M USD) et une baisse de 53 % en g.a. comparé à mai 2019. Le secteur des communications (services 3G / 4G) a attiré le plus d'IDE avec 73,5 M USD en mai 2020, suivi des grands groupes pétroliers et gaziers avec 18,6 M USD et des sociétés financières avec 15,5 M USD.

- **Signature d'un accord de 1,5 Mds USD avec les trois institutions internationales afin de renforcer la réponse à la pandémie.** La BAsD a accordé un soutien financier de 500 M USD dans le cadre du programme CARES pour renforcer le système de santé et atténuer les impacts



socio-économiques de la pandémie, l'AiIB étend son cofinancement de 500 M USD au programme CARES pour soutenir les efforts du gouvernement. Enfin, la Banque mondiale alloue 500 M USD via son programme SHIFT qui vise à renforcer les systèmes de santé, d'éducation et de disponibilité à l'emploi pour certaines catégories sociales.

- **Utilisation partielle de la facilité de crédit pétrolier et gazier saoudien accordée au Pakistan pour l'exercice 2019/20.** Le Pakistan pourrait utiliser seulement 890 M USD alors que le plafond annuel autorisé est de 3,2 Mds USD. Cette facilité fait partie d'un ensemble de 6,2 Mds USD que les deux pays avaient conclu en novembre 2018 pour soulager la facture pétrolière du gouvernement (25 % de la facture). La sous-utilisation de cette facilité impacte les réserves de change que la Banque centrale pouvait constituer grâce à ces entrées de devises.
- **Plus bas niveau de la roupie pakistanaise par rapport au dollar depuis deux mois.** La roupie pakistanaise s'est dépréciée pour atteindre 167,65 PKR pour 1 USD sur le marché interbancaire. La faiblesse de la roupie s'explique en partie par les échéances des engagements internationaux du pays notamment en fin d'exercice budgétaire mais aussi par la demande massive de dollars de la part des entreprises pakistanaises qui anticipent une hausse de leurs importations à mesure que l'activité économique redémarre.
- **796 M USD déboursés par le gouvernement via le programme *Ehsaas Emergency Cash*** qui touché près de 11 millions bénéficiaires. Pour rappel, ce programme a été lancé en mars 2020 pour répondre directement à la crise économique provoquée par la pandémie de COVID-19 et tenter de limiter ses effets néfastes sur les populations vulnérables (travailleurs journaliers ou occasionnels). Au total, environ 1,4 Md USD devrait être versés sous forme d'espèces pour soutenir 18 millions de bénéficiaires. Tous ces travailleurs recevront un montant unique en espèce de 12 000 PKR. Les provinces du Pendjab et du Sind ont respectivement reçu 343 M USD (43 % du total) et 241 M USD (30 % du total).
- **Port de Gwadar : fin de non-recevoir du ministère des Affaires maritimes à la commission sénatoriale des finances.** Le secrétaire aux Affaires maritimes, Rizwan Ahmad, lors d'une réunion du Comité sénatorial a déclaré que « les accords de concession de 2007 et 2013 ne peuvent pas être divulgués en raison d'une clause de confidentialité ». L'accord de concession de 2007 ne prévoyait alors qu'une exonération fiscale de 20 ans. Une explication qui semble prévaloir fait état d'une exonération fiscale de 40 ans pour les partenaires du port de Gwadar, information qui n'a jamais été partagée. Le président du Comité a précisé que les membres du Comité n'étaient pas contre l'octroi de concessions, mais souhaitaient que l'accord original soit révélé de manière transparente et reproche également le manque d'informations quant aux entrepreneurs (traitants et sous-traitants) du port et de sa zone franche. Outre les questions de transparence commerciale, cela pose la question de la souveraineté nationale du Pakistan sur le port de Gwadar.

SRI LANKA

- **Forte hausse de l'indice des directeurs d'achat (PMI) dans l'industrie manufacturière.** L'indice des directeurs d'achat dans le secteur de l'industrie manufacturière (*Purchasing Managers' Index - Manufacturing*) a atteint 49,3 points en mai, soit +25,1 points par rapport à avril. L'indice avait chuté à 24,2 en avril du fait d'un couvre-feu strict, soit le record le plus faible jamais enregistré. Le sous-indice « production » a fortement repris, passant de 3,5 points à 51,1 en mai ; illustrant l'assouplissement des restrictions. Cette hausse est particulièrement



marquée dans l'industrie alimentaire et du textile. Le sous-indice « Nouvelles commandes » a bondi de 11,1 à 47,3 points sur la même période, indiquant une amélioration au niveau de la demande locale et étrangère. Celle-ci devrait néanmoins rester contrainte du fait de la crise.

- Forte hausse de l'indice des directeurs d'achat (PMI) dans le secteur des services**, à 43,1 en mai, soit +13,3 points par rapport au plancher record d'avril (29,8). Les sous-indices « Nouvelles activités » (de 26,8 à 45,7) et « activités commerciales » (de 8,9 à 34,2) sont sur une pente ascendante grâce à la relaxation du couvre-feu, notamment dans les secteurs des transports, le commerce, les services professionnels ainsi que les télécommunications. Cependant, la situation reste difficile dans le secteur du tourisme et de la restauration du fait de la fermeture du pays aux touristes étrangers. Le sous-indice « Prévisions d'activités » a cru de 18,9 à 46,7 sur la période. A l'inverse, le sous-indice « Emploi » a baissé de 33,7 à 27,7 du fait de l'arrêt des recrutements.
- COVID-19 : Nouveau financement de la Banque mondiale.** Un financement additionnel d'environ 89 M USD a été validé, il se compose de deux éléments : (1) un prêt de 87,24 M USD de l'Association internationale de développement (IDA) et (2) un don de 1,72 M USD issu de la *Pandemic Emergency Financing Facility*. Ces apports ont pour objectif de renforcer le système de santé sri-lankais en vue notamment de répondre aux défis posés par la pandémie du COVID-19. En outre, ces fonds serviront à financer une allocation destinée aux personnes vulnérables, leur permettant ainsi de rester à leur domicile durant la pandémie. Cette nouvelle aide, d'une maturité de 30 ans dont une période de grâce de 5 ans, est un complément au prêt de 128,6 M USD de la Banque mondiale consenti à Sri Lanka en avril.
- Investissement de 175 M USD de la SFI dans le conglomérat John Keells.** La société financière internationale (SFI), membre du groupe de la Banque mondiale, compte investir 175 M USD dans l'entreprise sri-lankaise John Keells Holding (JKH). Il s'agit du plus gros investissement réalisé par la SFI à Sri Lanka. Celui-ci permettra au groupe de financer l'extension de son réseau de supermarché dans le pays, notamment dans les régions les moins développées. Par ailleurs, ces fonds serviront à moderniser et rendre plus durables les hôtels du groupe à Sri Lanka et aux Maldives

Notation des obligations souveraines à long terme par les principales agences et notes-pays Coface

	Moody's		Standard & Poor's		Fitch		Coface	
	Note-pays	Perspective	Note	Perspective	Note	Perspective	Risque-pays	Climat des affaires
Inde	Baa3	Négative	BBB-	Stable	BBB-	Stable	A4	B
Bangladesh	Ba3	Stable	BB-	Stable	BB-	Stable	C	D
Pakistan	B3	Négative	B	Positive	B-	Stable	D	D
Sri Lanka	B2	Négative	B-	Stable	B-	Négative	B	B
Maldives	-		B2	Stable	B	Négative	D	D



Copyright

Tous droits de reproduction réservés, sauf autorisation expresse du Service Économique Régional

Clause de non-responsabilité

Le Service Économique s'efforce de diffuser des informations exactes et à jour, et corrigera, dans la mesure du possible, les erreurs qui lui seront signalées. Toutefois, il ne peut en aucun cas être tenu responsable de l'utilisation et de l'interprétation de l'information contenue dans cette publication.

Service Économique Régional de New Delhi
2/50-E, Shantipath, Chanakyapuri, New Delhi, Inde

Rédigé par T. Gharib, P. Pillon, A. Boitière, P-H. Lenfant, R. Chappe, J. Deur et H. Lafond.

Version du 26/06/2020